

KERENSKY se rend au quartier général

Petrograd, 18 Septembre. — Dans la nuit du 17 au 18, MM. Kerensky, président du Conseil des ministres, Verkhovsky, ministre de la Guerre, l'amiral Vnderovsky, ministre de la Marine, sont partis au grand état-major.

Kerensky rappelle la flotte de la Baltique à ses devoirs

Petrograd, 18 Septembre. — M. Kerensky a adressé à la flotte de la Baltique un télégramme ordonnant la cessation immédiate des actes de fait et des excès que commettent les équipages sous prétexte d'assurer le salut de la révolution, mais qui en réalité désorganisent la marine en réduisant sa capacité combattive. M. Kerensky félicite les commandants et déclare qu'il attend les rapports constatant le rétablissement complet de l'ordre.

Korniloff et 23 autres généraux sont détenus à Mohileff

Petrograd, 18 Septembre. — On télégraphie de Mohileff que le général Korniloff et vingt-trois généraux et officiers arrêtés par le chef du grand état-major Alexéïeff, sont enfermés dans un hôtel qui est étroitement gardé. L'interrogatoire du général Korniloff sera terminé aujourd'hui ; l'ancien généralissime écrit lui-même toutes ses dépositions. La garnison de Mohileff a déclaré au commissaire du gouvernement qu'elle n'a pas participé à la rébellion, et a prié de la renvoyer au front ou à Salonique.

Les Comités de salut public sont dissous

Petrograd, 18 Septembre. — Dans une proclamation datée du 17 septembre, M. Kerensky remercie les comités de salut public qui se sont formés à l'occasion de la révolte du général Korniloff pour offrir leurs services ; il les invite dorénavant à cesser toute activité et à se dissoudre en vue de la liquidation complète du mouvement contre-révolutionnaire. Il prescrit également aux personnes qui n'y sont pas spécialement qualifiées de s'abstenir de tous actes rentrant exclusivement dans les attributions des pouvoirs judiciaires légalement établis. Il prévoit en outre les contrevenants qu'ils seront sévèrement punis pour usurpation de pouvoirs.

Le général Kaledine ne sera pas arrêté

Petrograd, 18 Septembre. — L'affaire du général Kaledine dans le sud de la Russie présente comme la tentative du général Korniloff certains côtés mystérieux. Le cercle militaire des cosaques du Don vient de télégraphier au gouvernement pour protester qu'il soit l'instigateur du mouvement contre-révolutionnaire. La Gazette de la Bourse annonce de son côté que le gouvernement aurait décidé de raporter l'ordre d'arrestation du général Kaledine.

Le 17 septembre, le général Kaledine a télégraphié qu'il ne veut pas créer de difficultés au gouvernement et qu'il est prêt à donner des explications de ses actes conformément à la loi.

Le gouvernement provisoire a donné l'ordre au procureur, M. Novotcherkassky, de transmettre le dossier Kaledine au grand état-major où le général Kaledine se rendra pour déposer devant une commission militaire d'enquête. — (Havas.)

Ni le général Klembovsky

Petrograd, 18 Septembre. — La commission d'enquête extraordinaire de skoff a élucidé la question de savoir si le général Klembovsky avait participé activement au mouvement Korniloff. Les documents réunis n'impliquent pas la complicité. Par suite, le général Klembovsky ne doit pas être arrêté. Les documents ont été transmis pour appréciation au généralissime.

Une réunion générale des Soviets

Petrograd, 18 Septembre. — L'Assemblée dite démocratique que le comité du Soviet a décidé de réunir le 12/25 septembre à Petrograd pour se prononcer sur la situation politique résultant de la tentative du général Korniloff et de la crise ministérielle ne comprendra pas moins d'un millier d'assistants, dont 100 représentants pour chacun des Soviets de Petrograd et de Moscou et du Conseil des paysans de Petrograd ; 50 pour les conseils régionaux du Soviet et des paysans ; 150 coopérateurs professionnels ; 45 organisations militaires ; 20 de l'Union des cheminots ; 10 employés des postes et télégraphes ; 15 de l'Union des instituteurs ; 50 aux diverses organisations des différentes nationalités de la Russie.

Mobilisation civile des étudiants

Petrograd, 18 Septembre. — D'après les journaux les écoles secondaires supérieures seront probablement fermées jusqu'à Noël. Les étudiants seront soumis à une sorte de mobilisation et employés à différents travaux.

Le procès Soukhomlinoff

Petrograd, 18 Septembre. — Une longue série de témoins à décharge désignés par l'accusé cherchent à démontrer que les affirmations des témoins à charge, suivant lesquelles Mme Soukhomlinoff aurait mené un grand train de vie et dépensé un argent fou à l'étranger, ne correspondent pas à la vérité.

La liste des témoins est épuisée. Les plaidoiries commenceront aujourd'hui.

Leurs décisions sont prises au sujet de la Belgique

(Du correspondant du Petit Journal) Zurich, 18 Septembre. — La Gazette Populaire écrit : « Nous avons reçu des informations de bonne source qui confirment que les décisions définitives ont été prises la semaine dernière au sujet de l'avenir de la Belgique. »

LE PAIN K. K.

(Du correspondant du Petit Journal) La Haye, 18 Septembre. — La Kruijsing dit que les maladies de l'estomac et les intestins, si fréquentes actuellement en Allemagne, sont dues à la composition du pain de guerre et surtout au son qu'il contient.

L'ALLEMAGNE exprime des regrets à la Suède

Stockholm, 18 Septembre. — (Officiel.) — Sur l'ordre de son gouvernement, le ministre des Affaires étrangères l'expression de son regret qu'éprouve le cabinet de Berlin des ennemis causés à la Suède par l'affaire des télégrammes de Buenos-Aires.

De l'avis général cette note ne change rien à la situation. On estime que ces regrets ne constituent même pas un désaveu des procédés criminels allemands dont la Suède se fit l'intermédiaire. A plus forte raison, ne touchent-ils pas le fond même de la question et n'ouvrent aucune porte de sortie pour ceux qui, malencontreusement, sont mêlés à cette affaire. Le mécontentement est donc grand parmi les conservateurs, de ne trouver un point d'appui quelconque pour sortir du marais où vient de s'enfoncer le parti.

L'organe de droite, le Stockholms Dagblad, est particulièrement sévère aujourd'hui contre l'Allemagne. Les regrets, dit-il, restent à côté de la question et sont absolument insuffisants. On n'a pas compris, dans les milieux officiels allemands, l'indignation que suscite et unanime en Suède contre cet abus impardonnable. On est révolté en Suède contre l'abus lui-même, non contre les ennemis qu'il a provoqués. Le comte Luxburg s'est servi de cette manœuvre prête dans un autre but pour donner, sur un ton évasif, des conseils qui, s'ils étaient suivis, auraient provoqué de graves dommages à la vie et aux biens d'un pays qui est notre ami. C'est pour ce fait lui-même que nous attendons des regrets officiels.

Les journaux libéraux le publient sans y ajouter un mot de commentaire. Quant au Sozial Demokrate, il renonce, dit-il, à caractériser la nature de telles excuses. On cherche en vain, dans le communiqué une pression montrant que l'on comprend le crime cruel commis contre la confiance trop aveuglément donnée. Sans aucune gêne, on a l'air de croire que ce trafic pourra continuer. Nous serions toujours à la disposition de l'Allemagne pour expédier des télégrammes que nous ne pouvons pas lire pour le compte de l'Allemagne par les cables anglais.

C'est qu'en Berlin on appelle s'excuser vis-à-vis de la Suède.

M. Tryger blâme l'abus de confiance de l'Allemagne

Stockholm, 18 Septembre. — Le leader de la droite, le conseiller à la Cour suprême, M. Tryger, sénateur, a fait lundi soir une grande conférence politique intitulée : « Ce que veut la droite ». Parlant de l'affaire des télégrammes argentins, il a dit : « Il est encore difficile de juger la situation, mais il faut dire que les Suédois regrettent de nous l'avoir fait. Ils ont, par conséquent, de bons motifs, pour l'Allemagne, à donner la confiance à la République Argentine. »

Le soul perpétuel des gouvernements suédois pour maintenir les règles si souvent violées du droit des gens, devant nous garder contre le soupçon d'intention à favoriser un des belligérants.

Il est profondément regrettable qu'un fonctionnaire allemand ait tellement mal compris ses devoirs de gentleman dans la vie internationale.

On n'a pas hésité à abuser, sans le moindre scrupule, de la confiance qu'a montrée un Etat dont les rapports amicaux avec la nation allemande devaient former, au lieu d'un lien qui l'indiquait la volonté amicale de tous les Suédois d'observer la neutralité absolue vis-à-vis de tous les belligérants, sans différence.

Les libéraux et les socialistes demandent le départ des ministres

Stockholm, 18 Septembre. — La polémique autour de l'affaire des télégrammes argentins continue dans la presse suédoise. Elle n'est guère alimentée aujourd'hui que par le deuxième communiqué du gouvernement suédois qui est accueilli avec satisfaction.

M. Branting, dans le Sozial Demokrate, compare les deux documents. Il estime que le premier avait une mauvaise presse, et que le second est tellement insignifiant qu'il ne mérite même pas de commentaires.

Le dernier contient cependant ce détail intéressant, que les Etats-Unis n'avaient jamais demandé à la Suède de transmettre des télégrammes sans possibilité de contrôle.

C'est la preuve évidente, dit M. Branting, que les Etats-Unis furent vis-à-vis de la Suède d'une correction parfaite.

Quant au parallèle que les journaux conservateurs veulent établir entre le procédé des Etats-Unis et le procédé suédois, il n'a aucune valeur.

La communauté suédoise est redigée de telle sorte que la différence profonde des deux cas n'apparaît pas clairement. De tels artistes ne peuvent pas améliorer une cause si mauvaise. Et le seul fonctionnaire responsable cette fois est le ministre des Affaires étrangères lui-même.

Le langage du chef socialiste vient appuyer les résolutions votées hier par les libéraux et les socialistes, qui ont exigé l'abandon immédiat du pouvoir par les conservateurs.

Les résultats des élections connus jusqu'ici ne laissent aucun doute que la position des conservateurs est absolument compromise.

Le départ de l'amiral Lindmann serait donc l'aboutissement logique d'une situation extrêmement difficile. Toutefois, la presse conservatrice s'élève contre l'attitude des libéraux et des socialistes, disant que l'abandon du pouvoir par la droite au moment actuel ne pourrait apparaître que comme une victoire intolérable de la presse des pays alliés.

Berlin lâche Luxburg Buenos-Aires, 18 Septembre. — Le gouvernement a reçu une dépêche du ministre de la République Argentine à Berlin, informant qu'en raison de l'absence de M. von Kuhlmann, actuellement à Munich, il a rendu visite au sous-secrétaire d'Etat, M. Haddenhausen, lequel lui a déclaré que le gouvernement regrette l'affaire Luxburg et désapprouve les idées exprimées dans les télégrammes du comte Luxburg.

M. Molina ajoute que l'Allemagne a prié de communiquer au comte Luxburg qu'il ait à rentrer en Allemagne pour s'expliquer verbalement sur cette affaire, et de solliciter un sauf-conduit pour le comte Luxburg.

(Note. — Cette dépêche est antérieure à celle qui a annoncé que M. Molina avait renoncé à obtenir pour le comte Luxburg un sauf-conduit.)

UNE SÉRIE de coups de main COMMUNIQUÉS FRANÇAIS

18 Septembre, 14 heures. Au cours de la nuit, nous avons arrêté deux tentatives ennemies sur nos petits postes, l'une au sud-est de Saint-Quentin, l'autre dans la région des Bovelles. De notre côté, nous avons réussi des coups de main vers Itancourt et la ferme de la Royère.

Au sud de la Miette, à la suite d'un violent bombardement, des détachements ennemis ont abordé nos lignes vers la route de Neufchâtel. Un vig combat s'est engagé dans nos éléments avancés d'où l'ennemi a été entièrement rejeté après avoir subi des pertes sensibles. Nous avons fait des prisonniers.

Sur la rive droite de la Meuse, grande activité des deux artilleries dans la région du bois des Fosses.

Nuit calme sur le reste du front.

18 Septembre, 23 heures. Sur le front de l'Aisne, nous avons repoussé un coup de main ennemi sur nos tranchées au sud d'Ailles. Actions d'artillerie assez vives en Champagne, dans la région des Monts et dans le secteur d'Aubervilliers.

Sur la rive droite de la Meuse, la lutte d'artillerie a été assez violente au nord de la cote 344.

Rien à signaler sur le reste du front.

COMMUNIQUÉS BRITANNIQUES

Après-midi du 18 Septembre. A part les rencontres de patrouilles dans le secteur d'Ypres, au cours desquelles nous avons fait quelques prisonniers, rien à signaler.

18 Septembre, 21 heures. Un coup de main a été exécuté, ce matin, sur les positions allemandes du bois Inverness par des troupes de la région du nord qui ont fait treize prisonniers, malgré la vive résistance de l'ennemi.

Notre position a été légèrement améliorée à l'est de Saint-Julien.

Un détachement qui tentait, ce matin, d'aborder nos lignes, au nord de Méricourt, a été rejeté avec pertes par nos feux de mitrailleurs.

Activité de l'artillerie allemande, au cours de la journée, vers Lagnicourt, Vimy et Neuville. Les deux artilleries sont demeurées très actives dans le secteur d'Ypres.

Nos observateurs d'artillerie ont fait, hier, beaucoup de bon travail en dépit des nuages à faible hauteur et du très violent vent d'ouest. Au cours de combats aériens, peu nombreux par suite du petit nombre d'appareils allemands l'ennemi, trois avions ennemis ont été contraints d'atterrir désarmés. Trois des nôtres ne sont pas rentrés.

Encore cinq ?

(Officiel.) — 18 Septembre, 23 h. Dans la journée du 17 septembre, cinq avions allemands ont été abattus en combat aérien ou par le tir de nos mitrailleurs.

Les avant-gardes russes résistent ou progressent

Petrograd, 18 Septembre. — (Officiel.) — Dans la direction de Riga, le combat d'avant-gardes continue. Nos éléments d'avant-gardes résistent partout et, sur certains points, progressent.

Nous avons occupé le cimetière au sud-ouest de Hapsal, sur la rive droite de la rivière Aa, ainsi que la métairie Saksen au sud du bourg de Sisselg.

Dans la direction de Lina, un groupe de nos partisans a réussi un coup de main sur les retranchements ennemis à l'ouest du village d'Abilki.

Sur le reste du front, fusillade et opérations d'écoulements.

SUCCÈS ROUMAIN

Petrograd, 18 Septembre. — (Officiel.) Front roumain. — Dans la vallée de la Susita, région de Warnitz, les Roumains, après une préparation d'artillerie, ont attaqué et occupé hier un secteur de la position fortifiée ennemie.

Dans la soirée du 16 septembre, après une violente préparation par obus asphyxiants, l'ennemi a fait une tentative contre les positions roumaines de la région Pantilio-Mecoceti. Cette tentative a été repoussée par nos feux d'infanterie et d'artillerie.

COMMUNIQUÉS DES ALLIÉS ITALIEN

Rome, 18 Septembre. — (Officiel.) — De nouvelles contre-attaques ennemies ont été promptement repoussées dans la zone sud-est du plateau de Battisizza.

Sur le Carso, deux très vifs d'artillerie et tirs fréquents de harcèlement.

ARMÉE D'ORIENT

17 Septembre. — Activité d'artillerie dans la vallée du Vardar et dans la boucle de la Cerna.

Les temps sont trop graves dit Hindenburg

Bâle, 18 Septembre. — On mande de Berlin qu'Hindenburg vient de prier ses compatriotes de renoncer à toute manifestation collective à l'occasion du 70^e anniversaire de sa naissance.

Il est trop occupé et les temps sont trop graves. Le plus beau cadeau à lui faire est de songer aux blessés, de renouveler le serment de tenir jusqu'au bout et de souscrire à l'emprunt de guerre.

LES AMÉRICAINS au camp

La vie de camp des soldats américains en France n'est pas monotone. Après l'effort réel que leur demande leur entraînement de chaque jour, ils se délassent en se livrant à leurs sports et à leurs jeux favoris.

Dimanche dernier, dit le New-York Herald, dans une petite vallée formant un amphithéâtre naturel et qui charmé le cœur d'un athlète grec, a eu lieu une réunion sportive présidée par le général Sibert et à laquelle assistait M. Clémenceau. Des assauts de boxe et d'escrime à la baïonnette, des courses à pied, des épreuves de saut et de lancement de la grenade, ont permis aux champions des diverses unités américaines de faire constater leur splendide état physique.

M. Clémenceau, que le général Sibert présentait à ses hommes, leur fit après déjeuner un discours en excellent anglais. Après leur avoir parlé de Lafayette et de Rochambeau et des luttes d'antan et d'aujourd'hui, il leur dit :

Le cœur de la France, qui suit sa tête, vous est reconnaissant. A mon âge, je sens que c'est un grand honneur pour moi, que de vous parler. Mes amis, laissez-moi vous adresser de ce nom — Vous aussi vous allez faire l'expérience de cette grande guerre. Vous verrez des choses, — des arbres, des maisons, des biens, des vies, détruits. Plus tard, on vous demandera de faire votre effort et vous devrez le faire, avec la conscience de votre vie, s'il le faut. Comment pourrions-nous ne pas être reconnaissants envers vous, que nous aimons, envers vous qui êtes venus si loin, en bravant tous les périls de la mer, pour nous apporter votre aide.

La réponse allemande au Pape n'a pas été remise

Bâle, 18 Septembre. — La Gazette Populaire de Cologne dit savoir que la réponse de l'Allemagne au Pape n'annoncera aucunement le désintéressement de celle-ci au sujet de la Belgique, dont elle ne parle même pas.

D'autre part, un démenti officiel de Berlin déclare inexact que M. von Kuhlmann ait remis cette réponse au nonce du Pape à Munich. — (Havas.)

Les Forges de Lorraine sont germanisées

(Du correspondant du Petit Journal) Zurich, 18 Septembre. — La Gazette de Francfort annonce que la Société des Forges de Lorraine, entreprise purement belge, possédant de nombreux établissements sur la rive gauche du Rhin et dans les territoires français occupés, a été germanisée par la création d'un consortium allemand qui a acquis la propriété de toutes les usines en question. La Gazette ne précise pas s'il y a eu achat ou expropriation forcée des titres belges. — M. R.

Sanglante querelle entre Espagnols

Deux tués. — Deux arrestations Vers dix heures et demie, hier soir, rue La Jouglière, à proximité du boulevard de la Chapelle, se trouvaient, en nationalité espagnole, deux individus, quand une vive altercation surgit, entre eux ; soudain, plusieurs coups de feu ponctuèrent la discussion ; deux de ces individus roulaient à terre, râlant, tandis que les autres prenaient aussitôt la fuite. Au bruit des détonations, des gardiens de la paix accoururent et purent arrêter deux des fuyards qu'ils conduisirent au bureau de M. Léger, commissaire de police des Epinettes ; Gerardo Imagory, 28 ans, manœuvre, originaire de Bilbao (Espagne), et Antonio Lata, 28 ans, même origine, demeurant tous deux en garni, 61, boulevard Victor-Hugo, à Clignancourt. Au cours de leur interrogatoire, ils ont nié toute participation à la rixe, bien que reconnaissant s'être trouvés parmi les combattants sur lesquels ils n'ont pu fournir le moindre renseignement ni donner aucune explication sur le sujet de la querelle.

Pendant ce temps, d'autres gardiens de la paix s'empressaient auprès des deux victimes de la rixe. Mais tous les soins étaient inutiles ; atteints en pleine poitrine, ils n'avaient pas tardé à rendre le dernier soupir.

Les deux cadavres ont été transportés au poste de police de la rue Clairaut où leur identité a été établie. Ce sont José Serano, 23 ans, et Lorenzo Urtizaco, 27 ans, demeurant en garni 103, rue La Jouglière.

Le service de la police judiciaire informé a envoyé ses meilleurs inspecteurs pour arrêter les auteurs de ce double meurtre ; néanmoins, M. Léger a consigné à sa disposition les deux sujets espagnols arrêtés par les gardiens de la paix, bien que jusqu'à présent aucune charge ne pèse contre eux.

Terrible explosion en gare d'Albi Trois morts, deux blessés

(Du correspondant du Petit Journal) Albi, 18 Septembre. — Des employés de la Compagnie d'Orléans déchargèrent des marchandises quand une explosion formidable se produisit, détruisant le wagon. Les employés furent projetés à une quinzaine de mètres. L'un a été tué sur le coup, deux sont grièvement blessés, les autres ont été blessés. Cette catastrophe est due à l'explosion d'une caisse de capsules de fulminate de mercure expédiée de Tarbes à Saint-Etienne.

L'ASSASSIN DE BEZONS fait le récit de son crime

Jean-Marie Meston, l'assassin de Bezons, s'est décidé à faire à M. Drouot, juge d'instruction à Versailles, quelques révélations sur son crime.

En buvant avec des voisins, dimanche soir, il avait appris que sa femme, avec laquelle il était divorcé, nous le disions hier, venait de vendre à son insu son fonds de salaison, et, à titre de preuve, on lui montra le mobilier que l'acheteur avait déjà apporté et placé sous un hangar.

Meston, qui était ivre d'ailleurs, fit en rentrant une scène violente à sa femme. Celle-ci et sa belle-sœur, Mme Grail, qui couchaient dans une pièce voisine, se barricadèrent avec soin en raison des menaces de mort proférées par Meston ; l'ouvrier se leva fort tranquillement lundi matin pour partir à son travail. Mme Grail lui prépara son repas et rien ne faisait prévoir le drame lorsque Meston, après avoir absorbé une chopine de vin d'un trait, saisit un couteau, remonta d'un bond à la chambre de sa femme et trappa celle-ci mortellement de trois coups de son arme.

Intéressé et la vengeance seraient donc le mobile du crime. Meston, qui jusqu'à présent n'a pas manifesté le moindre regret, a été écondu par la maison d'arrêt de Versailles.

CE QUE DIT LA PRESSE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE

« Prolonger la guerre un jour de trop, ce serait commettre le plus grand crime de l'Histoire, mais l'interrompre un jour trop tôt serait livrer la France au plus dégradant des servages, à une misère matérielle et morale dont rien ne la délivrerait plus. »

Du Figaro (M. Alfred Capus) :

Le cabinet actuel contient trop d'hommes de grande valeur, y compris son chef, pour qu'il puisse être touché par des éloges plus ou moins vides adressés à la déclaration ministérielle. C'est d'ailleurs le quartenaire ou cinquième document de ce genre, et le pays commence à être un peu blasé sur les programmes et sur les formules. Il faut noter, cependant, que M. Painlevé a résumé en quelques mots d'un vigoureux relief l'opinion nationale quand il a dit : « Ne prolonger la guerre un jour de trop, ni l'interrompre un jour trop tôt. »

Du Gaulois (M. Georges Foucher) :

Pour avoir écrit, dans la déclaration ministérielle, la formule que j'ai reproduite en tête de ces lignes (celle que nous reproduisons ci-dessous), le président du Conseil est en droit de compter sur le concours et la confiance de tous ceux qui pensent, avec lui, que ce serait vouloir perdre la France que d'interrompre la guerre un jour trop tôt.

Du Echo de Paris (M. Garapon) :

Il serait injuste, toutefois, de ne pas reconnaître qu'il y a dans la déclaration de M. Painlevé de bonnes intentions, et, au moins, une formule excellente, à laquelle la Chambre a unanimement et chaleureusement adhéré.

De la Libre Parole (M. Joseph Denais) :

De la déclaration ministérielle, une idée maîtresse se dégage : la France veut faire ce qu'il faut pour gagner la guerre, son gouvernement affirme et l'unanimité des représentants de la nation a approuvé l'engagement solennel de ne pas interrompre la guerre un jour trop tôt.

De l'Humanité (M. Pierre Renaudin) :

M. Painlevé a besoin de consolider par sa réponse les termes de sa déclaration. Encore aurait-il fallu que le chef du gouvernement, en faiblesse générale que donne son gouvernement.

De l'Événement (M. Alexandre Varenne) :

Ses prédécesseurs ont tous bénéficié, à leurs défunts, d'un large crédit. La Chambre ne peut pas se montrer plus sévère pour M. Painlevé, qui a accompli au ministère de la Guerre une œuvre excellente et qui n'a pas recherché le plus petit honneur qui lui échoit aujourd'hui.

De la Petite République :

La déclaration ministérielle est telle qu'on l'attendait. Elle renferme toutes les promesses qu'on peut réclamer d'un gouvernement nouveau, tous les engagements qu'on peut exiger d'hommes qui vont assumer une très lourde tâche.

De la Victoire (M. Gustave Hervé) :

Que demande enfin l'opinion publique ? Que les parlementaires qui ne sont pas de la combinaison gouvernementale actuelle soient assez raisonnables pour comprendre que tout le monde ne peut pas être ministre, et qu'ils se contentent d'être députés. Les ministres actuels travaillent en paix, sans le harceler de questions et d'interpellations, et sans leur faire tous les jours des crocs-en-jambes pour les jeter par terre.

Rappel :

Le président du Conseil était ministre de la Guerre dans le précédent cabinet. Il a tenu, comme tel, au cours de la guerre, les ministères, ont rendu hommage. Il conserve ce portefeuille dans le cabinet dont il vient de prendre la direction. N'est-ce pas assez pour que tout le monde ne peut pas être ministre ?

Du Petit Bleu (M. Alfred Oulmann) :

M. Painlevé lui-même a dit au début de sa déclaration : « L'heure n'est plus aux longues discussions. » Ainsi tout en se rejoignant par ces promesses qu'il a fait et qu'il approuvait entièrement le programme qu'on lui a soumis, le pays qui a déjà tant entendu de beaux discours, a fait à la fois tant de belles promesses, attendra peut-être d'avantage que M. Painlevé et ses collaborateurs passent des discours aux actes.

Un peintre belge et 29 recrues gagnent la Hollande

(Du correspondant du Petit Journal) Le Havre, 18 Septembre. — M. Louis Loufin, l'artiste peintre liégeois, qui a quitté Liège, vient d'arriver au Havre. C'est clandestinement que le peintre, porteur d'un tableau de dimensions respectables, a franchi la frontière au risque de sa vie. L'opération si difficile et si dangereuse a été exécutée en groupe. Vingt-neuf jeunes patriotes liégeois accompagnèrent M. Loufin et réussirent, comme lui, à passer en Hollande.

Tous ont pris du service dans l'armée belge, suivant l'exemple de leur doyen d'âge qui, malgré ses quarante-quatre ans, s'est engagé et a rejoint son fils déjà à l'armée.

LE 7^e EMPRUNT de guerre allemand

(Du correspondant du Petit Journal) Zurich, 18 Septembre. — Les journaux allemands commencent leur propagande en faveur du 7^e emprunt de guerre et il faut croire que les perspectives de succès de cet emprunt sont un peu incertaines, car les journaux emploient tous les moyens. La Gazette de Francfort écrit que le peuple allemand doit souscrire l'emprunt s'il ne veut pas disparaître de la carte du monde.

Les armées ennemies, dit-elle, se composent maintenant de barbares sur notre frontière occidentale et nous avons à combattre contre des hordes africaines et asiatiques qui sont l'écume de la terre, prêtes à ravager le territoire allemand, à piller nos richesses, à nous faire sauter et à nous le fournir pas à notre armée tous les moyens de résistance dont elle a besoin.

Si l'emprunt n'a pas un succès suffisant, l'Allemagne va au-devant de l'esclavage.

Le problème polonais est loin d'être résolu

(Du correspondant du Petit Journal) Zurich, 18 Septembre. — Suivant le Nouvelle Presse Libre, la solution du problème polonais n'a pas avancé d'un pas pour l'Autriche à la suite du manifeste des deux empereurs.

En Galicie des millions d'hommes ignorent encore quelle sera leur nationalité après la guerre. Tant que la question de la Galicie ne sera pas résolue, il est impossible d'aborder en Autriche la réforme constitutionnelle et la réforme financière.

L'attitude du groupe polonais au Reichsrat autrichien est encore tout à fait incertaine. — M. R.

Ils chantent !..

Qui ?... Les soldats belges. J'ai déjà signalé leur « Bulletin Littéraire ». Voici maintenant un volume, Poètes-soldats, qui groupe les inspirations d'une vingtaine de mobilisés, presque tous jeunes engagés volontaires, et la plupart au front : Louis Bonnaud, Lucien Christophe, Armand Colard, C. de Coppens, Emile de Bonghien, Maurice Gachet, Edouard Gérard, Léon Héline, Gaston Hublin, Francis Lacroix, Victor de Laveleye, A. Marcel, Vinctus Martial, B. Notherm, Marcel Paquet, J. de Ramaux, René Schwaers, Geo. Van Melle, Marcel Wyeant, etc. On connaît, maintenant,

